

La faim dans le monde

Une fatalité géopolitique ?



Par Jean-François Fiorina
 Directeur
 de l'Ecole Supérieure
 de Commerce
 de Grenoble

Le dernier rapport de l'*International Food Policy Research Institute (Ifpri)* sur la faim dans le monde est accablant. Qu'on en juge : 800 millions d'individus sont en situation d'insécurité alimentaire et quelque 170 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Depuis plus de vingt ans, la situation alimentaire mondiale ne s'est pas améliorée. Pire : elle menace de régresser. "*L'agriculture d'aujourd'hui serait en mesure de nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, soit près du double de la population mondiale*", explique pourtant Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial de l'ONU. Dans un récent ouvrage, Marion Guillou et Gérard Matheron, respectivement présidente de l'INRA et président du CIRAD, dressent le même constat. Quelles en sont les causes ? Les politiques agricoles, la spéculation sur les denrées alimentaires comme l'accaparement des terres arables sont vivement dénoncées - tandis que le gaspillage et la surconsommation des vieux pays industrialisés ne sont pas sans poser des questions. Outre le sort de millions de personnes, c'est la stabilité politique de nombreux pays qui est en jeu.

Si une idée-reçue a la vie dure, c'est bien celle qu'il serait impossible de nourrir une planète à la démographie galopante. La thèse développée au XIX^e siècle par Thomas Malthus trouve encore un formidable écho dans les réflexions sur la faim dans le monde, y compris au sein de nombreuses ONG humanitaires. La doctrine à laquelle elle a donné naissance - le malthusianisme - postule que la rareté de la "ressource terre" ferait qu'il ne serait pas possible de nourrir l'ensemble de l'humanité sans un strict contrôle de la démographie. De là l'argutie fréquemment usitée : que les pauvres fassent moins d'enfants et une bonne partie du problème serait réglée ! Pourtant, des solutions existent pour augmenter les capacités de production agricole. Elles ont même été identifiées depuis des décennies. Mais elles se heurtent à la fois à l'inexorabilité de certaines lois économiques, au jeu des relations internationales et à l'individualisme des sociétés contemporaines.

Ce que nous apprend la prospective

Le dernier rapport du groupe de travail *Agrimonde* réalisé conjointement par l'institut national de la recherche agronomique (INRA) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a établi un ensemble de scénarii prospectifs à l'horizon 2050 sur l'évolution de la production agricole et de l'accessibilité de la nourriture. Deux d'entre eux imaginent subvenir aux besoins d'une population toujours plus nombreuse. Le premier scénario est dit "tendanciel", c'est-à-dire qu'il prolonge des évolutions aujourd'hui identifiées. "*Grâce à la croissance économique et aux innovations [...], la consommation alimentaire et la production augmentent, [...] à l'aune de ce*

Des solutions existent pour augmenter les capacités de production agricole. Mais elles se heurtent à certaines lois économiques, au jeu des relations internationales et à l'individualisme des sociétés contemporaines.

"Les conditions sont réunies pour une montée en puissance des problèmes environnementaux..."

qui s'est passé depuis l'après-guerre", analysent Marion Guillou et Gérard Matheron. L'objectif premier serait de nourrir l'humanité, tout le reste étant secondaire. Il n'empêche alors que des inégalités régionales persisteront entre abondance et stricte suffisance. Plus grave, l'état environnemental de la planète s'aggraverait substantiellement. *"Les conditions sont réunies pour une montée en puissance des problèmes environnementaux globaux, comme le changement climatique ou la surexploitation des ressources marines, et plus généralement des ressources renouvelables."* Bref, on gagne du temps sans traiter le problème de façon durable. Aux générations suivantes de trouver les solutions ! Le second scénario est un scénario dit "de ruptures". *"Ici, le monde peut être nourri grâce à des systèmes agricoles et agroalimentaires durables sur les trois plans de l'économie, du social et de l'environnement qui reposent sur des technologies de production agricole à même de préserver les écosystèmes"*, indiquent encore les présidents de l'INRA et du CIRAD. Dans cette perspective, la répartition des disponibilités alimentaires est plus égalitaire, fondée sur la prise en compte des spécificités culturelles et régionales. Mais les comportements de consommation alimentaire qui prévalent actuellement chez les plus riches devront être profondément revus à la baisse et l'ambition des émergents fermement tempérée.

Le premier scénario est le plus probable. S'il doit résoudre la problématique de la faim dans 30 ans, il n'exonère pas le proche avenir de tensions et de crises potentielles, y compris de luttes armées, pour l'accessibilité aux ressources alimentaires. L'accès à la terre et à l'eau - indispensable à l'irrigation des cultures et aux élevages - deviendra très rapidement primordial. Cette bataille a d'ores et déjà commencée, comme en témoigne le rachat de terres africaines arables par des pays du Golfe, par la Chine ou encore par des entreprises agroalimentaires occidentales.

Quand la logique de marché bouscule la géopolitique

Comment expliquer qu'il n'y a pas de recul du nombre d'affamés ? "De nouveaux fléaux se sont abattus sur les peuples de l'hémisphère Sud..."

Alors que les moyens de production alimentaire n'ont jamais été aussi performants, comment expliquer qu'il n'y a pas de recul du nombre d'affamés ? C'est que, depuis peu, *"de nouveaux fléaux se sont abattus sur les peuples de l'hémisphère Sud : les vols de terre par les trusts de biocarburants et la spéculation boursière sur les aliments de base"*, dénonce brutalement Jean Ziegler.

C'est sous couvert d'idéologie néolibérale que ce système serait justifié et encouragé. Ainsi, l'"or vert", c'est-à-dire la culture de canne à sucre pour la production de bioéthanol, jouit au Brésil d'une priorité quasi-absolue. Plus rentable que les cultures vivrières, le développement de la canne à sucre est économiquement une évidence. Mais il s'accompagne d'une politique de confiscation de la terre, de déplacements de populations vulnérables privées de leur moyen de subsistance et d'une flambée des prix des denrées alimentaires qui viennent à se raréfier. Pour les grandes sociétés agroalimentaires comme pour l'OMC, le FMI et la banque mondiale, *"seul un marché totalement libre est susceptible de tirer le maximum des forces économiques de production"*. Et tant pis si les victimes de la faim s'accumulent et que la souveraineté d'États du Sud s'affaiblit au point de ne plus assurer leur rôle régalien - du moment que les règles du marché ont été les mêmes pour tous ! Le libre-échange tue aussi, affirme dès lors Jean Ziegler, lorsqu'il n'est pas compensé par le respect d'autrui.

L'iniquité de la production et de la répartition des richesses induites par les seules lois d'un marché hautement spéculatif n'a jamais été propice à la stabilité politique.

Un mot enfin sur la spéculation. Elle n'a pas mis seulement à mal l'économie mondiale réelle, mais a très sérieusement contribué à aggraver la malnutrition ces dernières années. L'ancien rapporteur de l'ONU affirme ainsi qu'entre 2003 et 2008 *"les spéculations sur les matières premières au moyen de fonds indexés ont augmenté de 2300%"* et que *"seulement 2% des contrats futurs aboutissent effectivement à la livraison de la marchandise"*. Cette situation a clairement participé à la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 qui avait débouché sur de graves émeutes en Asie et en Afrique.

L'iniquité de la production et de la répartition des richesses induites par les seules lois d'un marché hautement spéculatif n'a jamais été propice à la stabilité politique. Pour faire face à ces dérives et encadrer un libéralisme parfois destructeur, des garde-fous ont pourtant été instaurés : le principe de sécurité alimentaire et la défense d'un droit à l'alimentation.

Plaidoyer pour une sécurité alimentaire élargie

Le concept de sécurité alimentaire demeure flou et peu connu. Il vise à assurer un accès permanent à une nourriture de qualité et en quantité suffisante pour mener une vie saine et active. Mais la tendance est de restreindre la sécurité alimentaire à la seule question de la production agricole. Augmentons les capacités de production, notam-

ment avec le recours à la science, et assurons ainsi une offre correspondant à la demande mondiale ! L'accès à la terre, l'organisation des marchés régionaux, l'interdiction de spéculer sur les denrées alimentaires, ... sont pourtant autant de facteurs à prendre en compte dans la mise en œuvre d'une sécurité alimentaire globale, dépassant la seule approche technocratique. Les questions à traiter sont de nature stratégique. Comment assurer la stabilité des approvisionnements pour prévenir les crises alimentaires ? Comment concilier les logiques de marché et le droit à la nourriture pour tous ?

"Le monde a assez pour satisfaire les besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire la cupidité de tous", disait Gandhi. Il ne s'agit pas pour autant de verser dans une vision idéalisée de la marche du monde. Gustave Thibon, le "philosophe-paysan", affirmait que deux formes d'égoïsme gouvernent toujours l'action des hommes. La première fait fi du lendemain et privilégie une politique économique prédatrice. On en connaît les limites et les dangers. C'est celle qui prévaut très largement aujourd'hui. La seconde forme prend en compte les conséquences géopolitiques, sur le temps long, des choix socio-économiques. Nul angélisme ou altruisme, mais un intérêt bien compris de ménager les plus faibles. Car il en va, aussi, de la préservation des équilibres régionaux et de notre propre sécurité (flux migratoires, interventions militaires, sécurisation maritime, montée des radicalismes, etc.). Rappelons-nous qu'au commencement des "printemps arabes", ce n'était pas la liberté qui était réclamée, mais la baisse du prix du pain !

Comme dans bien d'autres domaines, l'éradication de la faim dans le monde appelle le retour du politique. C'est-à-dire la réappropriation du bien public par le citoyen, alliée à une éthique de la responsabilité. Et c'est moins une question de "morale" que de bon sens, c'est-à-dire de réalisme. ■

Pour aller plus loin : *Destruction massive - Géopolitique de la faim*, par Jean Ziegler, Éditions du Seuil, 344 p., 20 € ; *9 milliards d'hommes à nourrir - Un défi pour demain*, par Marion Guillou et Gérard Matheron, François Bourin Éditeur, 421 p., 22 € ; *2011 GHI - Background Facts and Key Findings*, rapport de l'Ifpri, octobre 2011 ; *Agrimonde - Agricultures et alimentations du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable*, rapport INRA et CIRAD, 25 février 2009.

EXTRAIT :

Sur l'absence de sécurité alimentaire : "Combien de civilisations se sont-elles effondrées, faute de sécurité alimentaire, ou plus précisément par incapacité de leur agriculture à satisfaire les besoins de la population dans un contexte de surexploitation des ressources naturelles ou de dégâts environnementaux irréversibles ?" (Marion Guillou et Gérard Matheron, *9 milliards d'hommes à nourrir - Un défi pour demain*, op. cit.)

Pourquoi CLES ?

Comprendre
Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique.

Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.